





quo prenait la question de l'Orégon; l'opinion la plus accréditée est que le sénat votera la dénonciation du traité d'occupation...

Un paquebot de Mobile (Etats-Unis), du 1er avril, annonce que le gouvernement américain s'est tout à coup ravisé et qu'il a péremptoirement refusé de recevoir le ministre américain...

A Vera-Cruz, les affaires étaient suspendues. On croyait à une guerre imminente, et l'on craignait même, aussitôt le départ de M. Slidell, que l'escadre américaine n'ouvrit le feu sur la ville...

Cependant, les nouvelles pacifiques arrivées d'Angleterre par le steamer des Antilles ont vivement désappointé le gouvernement mexicain...

L'opinion en faveur du rétablissement de la monarchie gagnait du terrain dans tout le Mexique.

Les nouvelles reçues de New-York par la voie de Londres vont jusqu'au 7 avril. Les journaux américains disent que M. Slidell envoyé des Etats-Unis au Mexique avait demandé ses passeports...

Nouvelles d'Angleterre.

Londres, 5 mai.

Un commencement de la séance M. O'Connell a déclaré qu'à la prière de M. Smit O'Brien il renonçait à présenter sa motion relative à la mise en liberté du représentant de Limerick...

Le premier lord de la trésorerie ayant ensuite fait la motion que la chambre se formât en comité général pour l'examen du bill des généraux, lord Georges Bentinck a demandé par voie d'amendement l'ajournement à 3 mois...

Après on peut prévoir le terme prochain de ce long débat sur l'antiquité de l'homme, en le mettant en action dans les entités qui en séparent les diverses parties...

Que dites-vous de ce nouveau roman jeté entre la première et la seconde partie du roman de M. Sue? Je dis que si M. Sue raconte cela sans le croire, il faut le plaindre; et que s'il le croyait, il le raconterait, il faudrait le plaindre encore plus...

Et qu'avons-nous besoin de recueillir les bruits des salons et d'aller chercher des preuves dans les feuilles consacrées à peindre les innombrables variétés des infirmités humaines? Ne venons-nous pas d'avoir sous les yeux un exemple qui prouve, mieux que tout le reste, le désordre que cette idée...

la partie la plus importante du projet de réforme commerciale de sir Robert Peel.

L'exemple de M. Smith O'Brien paraît avoir trouvé des imitateurs; un autre député irlandais M. Dillon Browne, refuse à son tour de siéger comme membre d'un comité de chemins de fer...

Les ouvriers de divers états sont encore en grève à Birmingham. Les maîtres-maçons ont eu, samedi, une réunion dans laquelle ils ont décidé qu'ils n'emploieraient plus aucun ouvrier...

La cour des directeurs de la compagnie des Indes a pris une décision qui accorde aux sous-officiers des corps européens, au service de la compagnie, la faculté d'être promus au grade d'officier...

Nouvelles d'Italie.

Le bruit court, dit la Gazette d'Augsbourg, que dans la petite ville de Lugo (Italie) des troubles assez graves ont éclaté et n'ont été comprimés que par l'intervention de la force armée.

On écrit de Milan, le 26 avril, au National: En voyant les mesures militaires que le gouvernement autrichien prend en Italie, on serait tenté de croire que nous sommes à la veille de quelque événement. L'armée d'Italie, sous les ordres du comte Radetzky, qui était de 65,000 hommes, a été portée à 80,000.

Le Piémont est aussi, pour ce même cabinet, un sujet de crainte, car on y remarque une tendance anti-autrichienne. Plusieurs personnes compromises dans les derniers événements des divers Etats italiens y ont été favorablement accueillies...

Nouvelles de France.

Paris 6 mai.

Nous avons été surpris de ne pas voir imprimé dans le Moniteur les discours prononcés par M. l'archevêque de Paris à l'occasion de la fête du 1er mai.

effroyable Galathée. Sans doute toutes les raisons ne se dressent pas ainsi, toutes les intelligences ne se couvrent pas d'un nuage. Mais si ce nuage a été fait par les faits particuliers, ces faits particuliers ne peuvent naître que dans une situation qui leur est analogue, et quand de pareils effets sont produits sur les imaginations prédisposées, on peut et l'on doit craindre que dans le commun des esprits, il ne s'allume de ces passions violentes qui sont la folie de ceux qui ont l'esprit sain...

Qu'il nous soit permis, avant de quitter ce sujet, d'adresser une question à M. Sue: s'est-il jamais demandé ce que c'était que le christianisme, qu'il peint sous des couleurs si horribles? A-t-il mesuré d'un regard cette grande figure de la religion qui, descendue, il y a dix-huit cents ans, du Calvaire, a traversé les peuples et les civilisations en faisant le bien, comme son divin fondateur...

Que peut donc espérer M. Sue de cette guerre faite à la croyance religieuse de la grande majorité des Français? La détruire en France? Une fois déjà on l'a détruite officiellement dans ce pays, et, bien peu d'années après, on se voit, Napoléon, quand il voulut édifier sur des ruines, se hâter de la rappeler, en motivant ainsi cette grande mesure de réparation so-

l'occasion de la fête du 1er mai. L'étonnement n'a pas été moins grand en France. Le silence du Moniteur, si nous en croyons un journal nouvellement fondé, l'Alliance, aurait été motivé surtout par la dernière phrase de la harangue du prélat, phrase qui est, dit-on, conçue en ces termes:

« Heureux le gouvernement profondément convaincu que la religion est pour rendre un peuple vertueux, n'aspire aujourd'hui qu'à la liberté digne de sa céleste origine, digne de la conscience humaine qu'elle gouverne et du maître suprême qui lui confie un si glorieux empire. »

Dans sa séance de mercredi, la chambre des députés de France a adopté, à l'unanimité, le projet de loi relatif au chemin de fer de Dijon à Mulhouse. Ensuite le ministre des finances a donné communication à cette assemblée, 1° d'une ordonnance royale qui, vu l'époque trop avancée de la session, retire le projet de réforme postale; 2° d'un nouveau projet de loi assurant la suppression du décime rural et abaissant de 5 à 2 p. c. le droit à percevoir sur les articles d'argent.

M. le ministre de l'instruction publique a présenté un projet de loi relatif au traitement des instituteurs communaux. D'après ce projet le traitement minimum est fixé à 1,200 fr. dans les chefs-lieux de département et d'arrondissement; à 900 fr. dans les chefs-lieux de canton d'une population de 1,500 habitants; et à 600 fr. dans les communes d'une moindre population.

Nouvelles d'Espagne.

Madrid, 30 avril.

La tranquillité de la capitale n'a pas été troublée et toutes les mesures sont prises dans l'intérêt du maintien de l'ordre. Le conseil des ministres est resté aujourd'hui très-longtemps en délibération: toujours le même mystère entoure ses délibérations.

On a appris avec satisfaction la pacification de la Galice. Le 26 les troupes fidèles sont entrées à Pontevedra et Vigo. Les membres des diverses juntes, le chef Leoncio Rubia, et d'autres personnages sérieusement compromis dans la dernière affaire de la Galice sont parvenus à se sauver, en s'embarquant sur deux petits bâtiments et sur le bâtiment de l'état appelé Nervion. Ces embarcations s'étaient elles-mêmes prononcées. On dit que cette escadrille a pris la direction de Gibraltar.

La rébellion est complètement réprimée en Galice. Indépendamment des bulletins publiés par le Journal Officiel, annonçant l'entrée du général Villalonga à Lugo et la fuite des rebelles de Pontevedra, nous savons, dit El Heraldico, que les troupes de la reine ont occupé Vigo le 26, et que le brigadier Rubin, le révolutionnaire Bach, les membres des juntes de Pontevedra, de Vigo et de Luy, se sont embarqués pour le Portugal sur le brick Nervion. La reddition de Vigo s'est effectuée sans la moindre résistance: les 400 soldats qui composaient la garnison, se présentèrent devant le général Concha, en mettant bas les armes et en implorant la clémence du gouvernement.

On lit dans l'Impartial d'aujourd'hui, que, dès que les membres de la junta de Vigo eurent appris la défaite des leurs à Santiago, ils s'empressèrent de l'embarquer des fonds de la banque espagnole de San Fernando, et de la ferme du sel, et réalisèrent ainsi plus de six millions, avec lesquels ils sont allés manger le pain amer de l'exil. Ces hommes sont les mêmes qui demandaient à grands cris l'abolition du système tributaire, auquel ils préfèrent sans doute le système du vol et du pillage. On dit que le général Villalonga a déjà fait fusiller 13 officiers des insurgés, au nombre desquels se trouverait Solis. Les députés de la Galice ont demandé au gouvernement qu'il mette fin terme aux exécutions.

gale, dans le rapport sur le concordat. Les lois ne peuvent être certaines, disaient-ils, la religion les condamne, et les lois ne sont que le bras, la religion règle le cœur; les lois ne sont que le bras, la religion s'empare de l'homme. La morale sans dogme n'est que la justice sans tribunaux. Les savants et les philosophes de tous les siècles ont constamment manifesté le désir louable de n'enseigner que ce qui est bon, ce qui est raisonnable; mais se sont-ils accordés entre eux sur ce qu'ils réputaient raisonnable et bon? Depuis les admirables offices du consul romain, a-t-on fait, par les seules forces de la science, quelque découverte dans la morale? Depuis les dissertations de Platon, est-on agité par moins de doutes dans la métaphysique? L'intérêt des gouvernements humains est donc de protéger les institutions religieuses, puisque c'est par elles que la conscience intervient dans les affaires de la vie, puisque c'est par elles que la société entière se trouve placée sous la puissante garantie de l'autour de la nature. Sait-on bien ce que serait un peuple de sceptiques? Les scepticismes-tels les hommes avant que la religion les unit; il ne les rend pas tolérants, mais frondeurs; il dénoie tous les fils qui les attachent les uns aux autres, il fait l'amour-propre et le fait dégénérer en un sombre egoïsme, il substitue des doutes à des vérités, il attriste les passions et il est impuissant contre les erreurs, il inspire des préventions sans donner de lumières, il mène, par la licence des opinions, à celle des vices, il flétrit les coeurs, il brise les liens, il dissout la société (2).

Soit-ce là des maximes de circonstance, vérités en 1802, mensonges aujourd'hui, ou des principes d'une justice éternelle? M. Sue a-t-il quel que chose à mettre à la place de la religion, comme lien social? Le vide que celle-ci avait laissé, à l'époque de la première révolution, en France, ne se referait-il pas, si elle venait à disparaître? La morale dépourvue de dogmes religieux, si elle a pu suffire par exception à quelques probités individuelles qui, par le profond sentiment de l'honnêteté, ont échappé à la logique des principes du scepticisme qui mène au culte de l'utile, suffirait-elle, plus que du temps de Socrate et de Platon, à créer, pour tout un peuple, une morale sociale? Si les choses n'ont point changé, depuis le jour où Portalis l'ancien lisait son rapport devant le Corps Législatif, si les considérations qu'il développait n'ont pas cessé d'être justes, si une morale sans dogme est toujours une justice sans tribunaux, si la religion seule règle le cœur, si le scepticisme brise tous les liens et conduit à une dissolution sociale, et si les institutions religieuses sont seules intervenir la conscience dans toutes les affaires de la vie, M. Sue ne rend-il pas le plus mauvais service aux services à la société française, en travaillant à y étouffer le sentiment religieux par ces tableaux où il s'efforce de rendre suspect tout ce qui se rattache au christianisme, et de replacer, au moins moralement, la France dans la situation d'un Bonaparte eût nécessaire de la faire sortir en 1802, pour la réédifier dans des conditions de vie et d'avant?

(La suite à demain.)

(4) Rapport sur le Concordat lu par Portalis l'ancien, devant le Corps-Législatif, dans la séance du 6 avril 1802.

